



Les producteur-rice-s bio demandent 418 millions d'euros sur 3 ans pour développer la bio

Paris, le 13 décembre 2017. Alors que, d'après un [sondage IFOP / APE](#), 78% des Français soutiennent une réorientation massive des subventions publiques vers l'agriculture biologique, ce sont maintenant les aides à la conversion bio qui sont menacées par les décisions politiques du ministre de l'agriculture.

Après la suppression de l'aide maintien l'aide conversion est en danger

Dès cet été, la FNAB s'est mobilisée pour expliquer que le refus de Stéphane Travert de transférer les fonds européens nécessaires au financement des aides directes à l'agriculture biologique annonçait un démantèlement du soutien public à la bio : « *On nous a accusé de mentir et pourtant depuis 3 mois ce qu'on avait prédit est en train d'arriver* » explique Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB.

En septembre 2017, le ministre de l'Agriculture annonce que l'Etat ne financera plus l'aide maintien, ce qui revient à une suppression de fait de la mesure. Pourtant, créée en 2010, l'aide maintien devait compenser le déséquilibre financier entre agriculteurs-rices bio et agriculteurs-rices conventionnels. « *Pour rappel, en 2014, un-e producteur-rice bio touchait en moyenne 2000 euros de moins qu'un-e producteur-rice non engagé-e dans une démarche de progrès environnemental* », explique Jean-François Vincent, producteur bio en région Centre.

Plus grave, c'est maintenant l'aide à la conversion qui est menacée par la négociation, opaque, qui se tient actuellement entre l'Etat et les Régions. « *Les Régions, qui sont les seules à nous donner des informations, nous expliquent désormais qu'il va potentiellement falloir limiter à trois années seulement la durée du soutien à la conversion et la limiter à quelques productions* » affirme Stéphanie Pageot.

L'Etat doit assumer ses choix politiques et financer sur ses deniers les aides promises

Le candidat Emmanuel Macron, devenu depuis Président de la République, s'est engagé à deux reprises à financer les services environnementaux rendus par l'agriculture, à hauteur de 200 millions d'euros par an, sous forme d'aides directes aux producteurs.

« *Les aides au maintien et les aides à la conversion sont reconnues par le ministère de l'agriculture comme les deux premiers paiements pour services environnementaux. Les supprimer serait incohérent avec les promesses du Président de la République* » estime Guillaume Riou, secrétaire national de la FNAB en charge des sujets « Eau et bio ».

Il manque 418 millions pour financer les aides publiques promises aux producteurs bio sur 3 années, soit 140 millions d'euros par an, une goutte d'eau sur les 7,7 milliards d'euros des fonds PAC.

La FNAB demande à Emmanuel Macron de clarifier l'origine des 200 millions d'euros annuels promis et de les flécher en priorité pour faire face aux obligations de l'Etat sur les aides bio.

Contact presse :

Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB – 06 76 41 81 26

Dossier de presse [disponible sur le site de la FNAB](#).